Châtaigne 25 2020 Edito

Politique [1]
20.09.20
EDITO
La démocratie directe, notre bien le plus précieux

Souvent nous l'ignorons. Nous évoluons dans un labyrinthe de normes. Pour mémoire, le règlement communal sur la gestion des déchets, les directives et annexes qui l'accompagnent forment un paquet de 30 pages qui se base sur une quarantaine de lois, ordonnances et arrêtés fédéraux et cantonaux. Ce règlement se superpose à des dizaines d'autres textes qui organisent notre vie sur Terre. Nous sommes ficelés, souvent cela nous indiffère, l'Autorité se chargeant de nous tirer de cette insouciance.

Cette complication est mise en œuvre par un entre-soi d'experts et de politiciens qui travaille pour le bien commun. Cette élite produit une masse de préavis et de rapports complexes. Sans juger les motivations qui l'animent, on peut se demander à quel moment la situation et les aspirations réelles des populations sont prises en considération. Il va sans dire que ce phénomène ne se cantonne pas à notre petite commune mais qu'il est globalisé.

Nous ne sommes plus dans une zone de confort et de stabilité économique, la crise de 2008 n'a jamais été réglée, les fonds de pensions peuvent se retrouver en détresse du jour lendemain, la fabrication exorbitante de fausse monnaie injectée dans l'économie réelle creuse un énorme trou noir au fond duquel personne ne sait ce qui se trouve.

On voit aussi se dessiner ou se confirmer, à l'éclairage de la crise du Covid, une emprise de plus en plus évidente du politiquement correct. Ici, nous trouvons à l'œuvre le consortium des médias officiels, des experts, et des pouvoirs publics qui donnent avec beaucoup de légèreté du « conspirationniste » ou du « populiste » à toute voix exprimant un avis quelque peu nuancé.

Ce n'est pas encore « 1984 », « Le meilleur des mondes » ou « Matrix », mais si l'on ajoute dans ce creuset d'alchimiste démoniaque une pincée d'hyperconnexion numérique, de foi aveugle dans le développement scientifique et technique, ainsi qu'un zeste de déculturation, on arrive gaiement à une société finie, stérile, à angles droits. La doctrine de bon citoyen qui nous est souvent rappelée nous parle de nos droits et de nos devoirs, il se peut que seuls subsistent les devoirs.

Que nous reste-t-il ?

Il nous reste la possibilité d'activer notre liberté individuelle. La liberté de penser différemment, le droit de savoir pour forger une pensée indépendante. De poser des questions : quel est le rôle du politique ? Où s'arrêtent ses compétences ? Est-il juste qu'il s'immisce dans l'économie par le biais de la participation à des sociétés ? Qu'est-ce que Satom, BioArk , le Terminal Rail-Route ? D'où vient l'idée d'une fusion avec Collombey-Muraz ? Quelles sont l'influence et l'autorité de l'Antenne Valais Romand ? de l'Agglo ? Quelle est la finalité de ce mille-feuilles ?

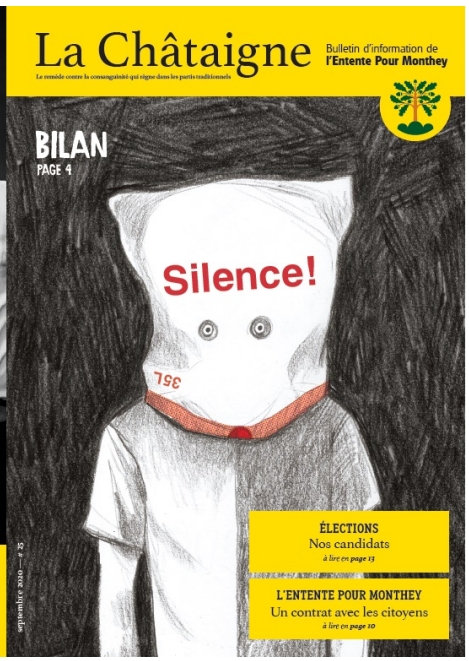
L'Entente pour Monthey a été seule, ces dernières décennies, à poser des questions qui dérangent et demander l'expression de la volonté populaire. Elle peut tirer une légitime fierté d'avoir provoqué le débat contradictoire.

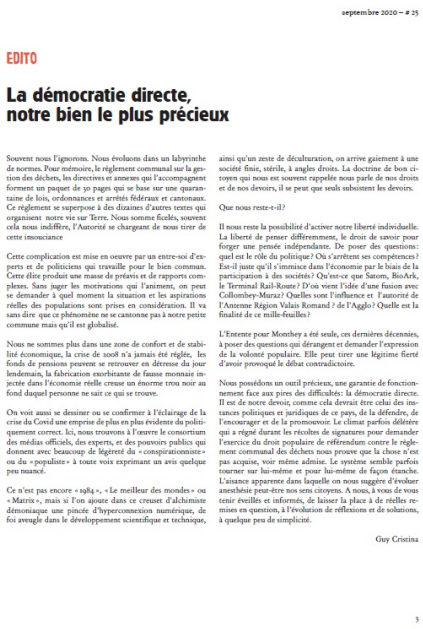
Nous possédons un outil précieux, une garantie de fonctionnement face aux pires difficultés : la démocratie directe. Il est de notre devoir, comme cela devrait être celui des instances politiques et juridiques de ce pays, de la défendre, de l'encourager et de la promouvoir. Le climat parfois délétère qui a régné durant les récoltes de signatures pour demander l'exercice du droit populaire de référendum contre le règlement communal des déchets nous prouve que la chose n'est pas acquise, voir même admise. Le système semble parfois tourner sur lui-même et pour lui-même de façon étanche.

L’aisance apparente dans laquelle on nous suggère d’évoluer anesthésie peut-être nos sens citoyens. A nous, à vous de vous tenir éveillés et informés, de laisser la place à de réelles remises en question, à l’évolution de réflexions et de solutions, à quelque peu de simplicité.

Guy Cristina
Conseiller municipal







septembre 2020 — # 25

EDITO

La démocratie directe, notre bien le plus précieux

Souvent nous l'ignorons. Nous évoluons dans un labyrinthe de normes. Pour mémoire, le règlement communal sur la gestion des déchets, les directives et annexes qui l'accompagnent forment un paquet de 30 pages qui se base sur une quarantaine de lois, ordonnances et arrêtés fédéraux et cantonaux. Ce règlement se superpose à des dizaines d'autres textes qui organisent notre vie sur Terre. Nous sommes fichés, souvent cela nous indiffère, l'Autorité se chargeant de nous tirer de cette insouciance

Cette complication est mise en oeuvre par un entre-soi d'experts et de politiciens qui travaille pour le bien commun. Cette élite produit une masse de préavis et de rapports complexes. Sans juger les motivations qui l'animent, on peut se demander à quel moment la situation et les aspirations réelles des populations sont prises en considération. Il va sans dire que ce phénomène ne se cantonne pas à notre petite commune mais qu'il est globalisé.

Nous ne sommes plus dans une zone de confort et de stabilité économique, la crise de 2008 n'a jamais été réglée, les fonds de pensions peuvent se retrouver en détresse du jour lendemain, la fabrication exorbitante de fausse monnaie injectée dans l'économie réelle creuse un énorme trou noir au fond duquel personne ne sait ce qui se trouve.

On voit aussi se dessiner ou se confirmer à l'éclairage de la crise du Covid une emprise de plus en plus évidente du politiquement correct. Ici, nous trouvons à l'oeuvre le consortium des médias officiels, des experts, et des pouvoirs publics qui donnent avec beaucoup de légèreté du « conspirationniste » ou du « populiste » à toute voix exprimant un avis quelque peu nuancé.

Ce n'est pas encore « 1984 », « Le meilleur des mondes » ou « Matrix », mais si l'on ajoute dans ce creuset d'alchimiste démoniaque une pincée d'hyperconnexion numérique, de foi aveugle dans le développement scientifique et technique, ainsi qu'un zeste de déculturation, on arrive gaiement à une société finie, stérile, à angles droits. La doctrine de bon citoyen qui nous est souvent rappelée nous parle de nos droits et de nos devoirs, il se peut que seuls subsistent les devoirs.

Que nous reste-t-il?

Il nous reste la possibilité d'activer notre liberté individuelle. La liberté de penser différemment, le droit de savoir pour forger une pensée indépendante. De poser des questions: quel est le rôle du politique? Où s'arrêtent ses compétences? Est-il juste qu'il s'immisce dans l'économie par le biais de la participation à des sociétés? Qu'est-ce que Satom, BioArk, le Terminal Rail-Route? D'où vient l'idée d'une fusion avec Collombey-Muraz? Quelles sont l'influence et l'autorité de l'Antenne Région Valais Romand ? de l'Agglo? Quelle est la finalité de ce mille-feuilles?

L'Entente pour Monthey a été seule, ces dernières décennies, à poser des questions qui dérangent et demander l'expression de la volonté populaire. Elle peut tirer une légitime fierté d'avoir provoqué le débat contradictoire.

Nous possédons un outil précieux, une garantie de fonctionnement face aux pires des difficultés: la démocratie directe. Il est de notre devoir, comme cela devrait être celui des instances politiques et juridiques de ce pays, de la défendre, de l'encourager et de la promouvoir. Le climat parfois délétère qui a régné durant les récoltes de signatures pour demander l'exercice du droit populaire de référendum contre le règlement communal des déchets nous prouve que la choie n'est pas acquise, voir même admise. Le système semble parfois tourner sur lui-même et pour lui-même de façon étanche. L'aisance apparente dans laquelle on nous suggère d'évoluer anesthésie peut-être nos sens citoyens. A nous, à vous de vous tenir éveillés et informés, de laisser la place à de réelles remises en question, à l'évolution de réflexions et de solutions, à quelque peu de simplicité.

Guy Cristina

3

Source URL: http://entente-monthey.ch/content/ch%C3%A2taigne-25-2020-edito

Links
[1] http://entente-monthey.ch/%C3%A9tiquettes/politique